

Conférence devant les gens d'affaires

**JEAN CHAREST VA VOIR LES PATRONS...
IL SE FOUT DU RESTE DE LA POPULATION!**

**MANIFESTATION CONTRE LE BUDGET
Le jeudi 22 avril 2010**

**Rendez-vous à 12h45,
devant le Centre Mont-Royal (2220, rue Mansfield ☺ Peel)**



**Organisée par la Coalition opposée à la tarification
et à la privatisation des services publics**

Conférence devant les gens d'affaires

**JEAN CHAREST VA VOIR LES PATRONS...
IL SE FOUT DU RESTE DE LA POPULATION!**

**MANIFESTATION CONTRE LE BUDGET
Le jeudi 22 avril 2010**

**Rendez-vous à 12h45,
devant le Centre Mont-Royal (2220, rue Mansfield ☺ Peel)**



**Organisée par la Coalition opposée à la tarification
et à la privatisation des services publics**

Le gouvernement libéral nous annonçait qu'il faudrait se serrer la ceinture pour éliminer le déficit entraîné (nous dit-on) par la crise économique, mais le budget déposé par le ministre des Finances le 30 mars était pire que tout ce qu'on pouvait imaginer et a semé la colère partout à travers le Québec. Il privilégie des mesures régressives comme les compressions budgétaires et le recours aux taxes et aux tarifs. Le budget sape encore davantage la qualité et l'accessibilité des services publics, bafoue les droits humains et réduit la lutte contre la pauvreté à des miettes qui compenseront à peine les plus pauvres pour la série de tarifs et de taxes qui leur tomberont sur la tête pour la santé, les frais de scolarité et l'électricité résidentielle.

Ces mesures vont affecter tout aussi bien la classe moyenne, les ménages à faible revenu modeste que les pauvres. Les femmes seront particulièrement affectées, elles qui représentent les $\frac{3}{4}$ des personnes travaillant dans les services publics et sur lesquelles retomberont les responsabilités jusqu'à maintenant prises en charge par l'État. Les seuls qui soient à peu près épargnés par ce budget sont les contribuables à haut revenu et les grandes entreprises. Pourtant, une fiscalité plus progressive assurerait une meilleure redistribution de la richesse et permettrait à l'État d'augmenter ses revenus pour garantir de meilleurs programmes et services.

À la suite de la manifestation du 1er avril où près de 15 000 personnes ont répondu à l'appel de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics pour manifester leur mécontentement face au budget, il faut continuer d'interpeller Jean Charest et son ministre des finances partout où ils vont.

Le 22 avril, le premier ministre prendra la parole lors du tout premier Focus Stratégique du Québec, un événement organisé pour et par le monde des affaires dont l'hôte est la Chambre de commerce de Montréal.

Allons lui (re)dire que nous sommes contre les mesures régressives et les coupures dans les programmes sociaux contenues dans le dernier budget. Allons lui dire qu'il y a des alternatives pour une société plus juste, que nous les connaissons !

**LA RICHESSE EXISTE.
PRENONS-LÀ OÙ ELLE SE TROUVE !**

Informations : www.nonauxhausses.org

Le gouvernement libéral nous annonçait qu'il faudrait se serrer la ceinture pour éliminer le déficit entraîné (nous dit-on) par la crise économique, mais le budget déposé par le ministre des Finances le 30 mars était pire que tout ce qu'on pouvait imaginer et a semé la colère partout à travers le Québec. Il privilégie des mesures régressives comme les compressions budgétaires et le recours aux taxes et aux tarifs. Le budget sape encore davantage la qualité et l'accessibilité des services publics, bafoue les droits humains et réduit la lutte contre la pauvreté à des miettes qui compenseront à peine les plus pauvres pour la série de tarifs et de taxes qui leur tomberont sur la tête pour la santé, les frais de scolarité et l'électricité résidentielle.

Ces mesures vont affecter tout aussi bien la classe moyenne, les ménages à faible revenu modeste que les pauvres. Les femmes seront particulièrement affectées, elles qui représentent les $\frac{3}{4}$ des personnes travaillant dans les services publics et sur lesquelles retomberont les responsabilités jusqu'à maintenant prises en charge par l'État. Les seuls qui soient à peu près épargnés par ce budget sont les contribuables à haut revenu et les grandes entreprises. Pourtant, une fiscalité plus progressive assurerait une meilleure redistribution de la richesse et permettrait à l'État d'augmenter ses revenus pour garantir de meilleurs programmes et services.

À la suite de la manifestation du 1er avril où près de 15 000 personnes ont répondu à l'appel de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics pour manifester leur mécontentement face au budget, il faut continuer d'interpeller Jean Charest et son ministre des finances partout où ils vont.

Le 22 avril, le premier ministre prendra la parole lors du tout premier Focus Stratégique du Québec, un événement organisé pour et par le monde des affaires dont l'hôte est la Chambre de commerce de Montréal.

Allons lui (re)dire que nous sommes contre les mesures régressives et les coupures dans les programmes sociaux contenues dans le dernier budget. Allons lui dire qu'il y a des alternatives pour une société plus juste, que nous les connaissons !

**LA RICHESSE EXISTE.
PRENONS-LÀ OÙ ELLE SE TROUVE !**

Informations : www.nonauxhausses.org